



CHAPITRE 43

Loi modifiant la Loi des employés publics

[Sanctionnée le 22 juin 1979]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c. 12,
a. 1, mod.

1. L'article 1 de la Loi des employés publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 12) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Officiers
conjointes.

«Lorsque deux personnes ont été nommées conjointement par commission pour occuper la charge de greffier des appels, de protonotaire de la Cour supérieure, de greffier de la Cour de magistrat, de greffier de la couronne, de greffier de la paix, de shérif ou de registraire, et que l'un des conjoints cesse d'exercer ses fonctions par suite de décès ou pour quelque autre raison, la commission n'est pas caduque quant à l'autre conjoint, et ce dernier reste seul en fonction et continue, seul et sous son nom, à exercer les devoirs de la charge sans qu'il soit nécessaire de le nommer de nouveau ni de lui octroyer une nouvelle commission, et ce, jusqu'à ce que la ou les personnes nommées dans une nouvelle commission aient rempli les devoirs imposés par l'article 9 de la présente loi.»

S.R., c. 12,
aa. 12-14,
ab.

2. Les articles 12, 13 et 14 de ladite loi sont abrogés.

S.R., c. 12,
a. 15,
remp.

3. L'article 15 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Cautionnement
requis.

«**15.** Le ministre des finances peut exiger de tout fonctionnaire ou employé public, de toute classe de fonctionnaires ou d'employés publics ou de toute autre personne nommée à une charge ou fonction de confiance, dans lesquels elle reçoit ou paye des deniers publics, qu'ils fournissent un cautionnement.»

S.R., c. 12,
a. 37,
remp.

4. L'article 37 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Remise des
deniers.

«**37.** La remise des deniers ou des obligations peut être faite, ou le certificat attestant l'extinction du cautionnement être accordé, dans le cours de l'année du décès, de la démission ou de la destitution du fonctionnaire ou de l'employé public, et dans le cas de la révocation du cautionnement, dans le cours de l'année qui suit les trois mois après l'avis de la révocation, si le ministre des finances est d'opinion qu'il n'y a pas eu violation du cautionnement.»

S.R., c. 12,
a. 38,
mod.

5. L'article 38 de ladite loi est modifié par le remplacement des trois premiers alinéas par le suivant:

Extinction
du caution-
nement.

«**38.** Si, dans l'année du décès, de la démission ou de la destitution d'un fonctionnaire ou employé public, ou si, dans l'année qui suit les trois mois après l'avis de la révocation par la caution de ce fonctionnaire ou de cet employé, il n'apparaît pas qu'il se soit rendu coupable de négligence, d'inconduite ou de malversation, le cautionnement fourni devient également éteint. Les deniers ou les obligations donnés en gage sont alors remis, ou l'hypothèque est radiée.»

S.R., c. 12,
aa. 39-41,
ab.

6. Les articles 39, 40 et 41 de ladite loi sont abrogés.

S.R., c. 20,
a. 15, mod.

7. L'article 15 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa du paragraphe 2 par le suivant:

Remplace-
ment du
greffier.

«Au cas de décès, destitution, suspension, démission ou caducité de la commission du greffier, le député désigné comme premier député, à Québec, et celui désigné de la même manière à Montréal, remplissent, à chacun de ces endroits respectivement, tous les devoirs assignés au greffier jusqu'à ce que le successeur nommé ait reçu sa commission et ait rempli les devoirs imposés par l'article 9 de la Loi des employés publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 12).»

S.R., c. 20,
a. 211, ab.

8. L'article 211 de ladite loi est abrogé.

S.R., c. 31,
a. 22, mod.

9. L'article 22 de la Loi des salaires d'officiers de justice (Statuts refondus, 1964, chapitre 31) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Devoirs
du
député.

«**22.** Le député dont la nomination ne contient pas de restriction peut remplir tous les devoirs assignés à son chef et, s'il est le seul député ainsi nommé, il continue à les remplir advenant le décès, la destitution, la suspension, la démission ou la caducité de la commission de son chef jusqu'à ce que le successeur nommé ait reçu sa commission, s'il y a lieu et ait rempli les de-

voirs imposés par l'article 9 de la Loi des employés publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 12).»

S.R.,
c. 319, a. 9,
temp.
10. L'article 9 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319) est remplacé par le suivant:

Décès,
etc., du
régistra-
teur.

«**9.** En cas de décès, démission ou destitution du registra-
teur, le député-registrateur auquel le titre de député-registrateur
en chef a été attribué lors de sa nomination, et, à défaut de la
nomination d'un député-registrateur en chef, le député-registra-
teur que désigne le procureur général, remplit les devoirs de ce
régistrateur jusqu'à ce qu'un autre ait été nommé à sa place et
qu'il ait pris charge du bureau après avoir reçu sa commission et
avoir rempli les devoirs imposés par l'article 9 de la Loi des em-
ployés publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 12).»

S.R.,
c. 319,
a. 26,
mod.

11. L'article 26 de ladite loi est modifié par le remplace-
ment du premier alinéa par le suivant:

Député
registra-
teur.

«**26.** Tout registra-
teur, sauf celui auquel un traitement est
attribué en vertu de la présente loi, est tenu, dans les vingt jours
après qu'il a prêté le serment d'office, de nommer un député; et
en cas de décès, démission ou destitution du registra-
teur, ce député remplit les devoirs du registra-
teur jusqu'à ce qu'un autre
ait été nommé à sa place, et qu'il ait pris la charge du bureau
après avoir reçu sa commission et avoir rempli les devoirs impo-
sés par l'article 9 de la Loi des employés publics (Statuts refon-
dus, 1964, chapitre 12).»

S.R.,
c. 319,
a. 32, ab.
Entrée en
vigueur.

12. L'article 32 de ladite loi est abrogé.

13. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.